

# Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2010, ch. 25 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 145, No 1 (2011-01-05)

## M

### **Maintien de la navigation, Loi sur le — 1978-79, ch. 2**

*(Shipping Continuation Act)*

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 50  
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

### **Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36**

*(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)*

#### **Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1987, ch. 36 (sanction : 29.08.87) les art. 1 et 2, la partie I et les annexes I et II en vigueur 29.08.87 voir par. 39(1) (ils entreront en vigueur le lendemain du jour de la sanction mais au plus tôt douze heures après celle-ci); partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201; les parties II et III ou telle d'entre elles ainsi que les annexes III et IV ou telle d'entre elles entrent en vigueur à la date ou aux dates et à l'heure ou aux heures fixées par proclamation voir par. 39(2) – Non en vigueur

### **Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007 sur le — 2007, ch. 8**

*(Railway Continuation Act, 2007)*

#### **Le ministre du Travail**

EEV, 2007, ch. 8 entre en vigueur à l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction (sanction royale 18.04.2007)

### **Maintien des services ferroviaires, Loi de 1995 sur le — 1995, ch. 6**

*(Maintenance of Railway Operations Act, 1995)*

#### **Le ministre du Travail**

EEV, 1995, ch. 6, les parties I, II et III et les annexes I, II et III en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant la sanction de la présente loi (jour de la sanction 26.03.95) voir art. 24, 46 et 68

### **Maintien des services postaux, Loi sur le — 1978-79, ch. 1**

*(Postal Services Continuation Act)*

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 9  
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

### **Maintien des services postaux, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 40**

*(Postal Services Continuation Act, 1987)*

#### **Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1987, ch. 40 (sanction : 16.10.87), la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction mais au plus tôt douze heures après celle-ci, 17.10.87

### **Maintien des services postaux, Loi de 1991 sur le — 1991, ch. 35**

*(Postal Services Continuation Act, 1991)*

#### **Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1991, ch. 35 en vigueur 30.10.91 à 6 heures 00 minute voir TR/91-144

# M

## Maintien des services postaux, Loi de 1997 sur le — 1997, ch. 34

(*Postal Services Continuation Act*, 1997)

### Le ministre du Travail

EEV, 1997, ch. 34 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 03.12.97) voir art. 21

## Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(*Laurier House Act*)

### Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 52  
 art. 3, 1998, ch. 31, art. 54  
 art. 4, 1998, ch. 31, art. 53  
 art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 54  
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67  
 EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 voir TR/99-4

## Maladies et la protection des animaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. A-11

(*Animal Disease and Protection Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 21, art. 76  
 dispositions transitoires, 1990, ch. 21 art. 75  
 EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 voir TR/91-2

## Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 (voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8) (Manitoba Act, 1870)

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1906. Voir 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1 (L.R., Appendice II, n° 23)  
 art. 4, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 5, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B, par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)  
 art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 27, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 28, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 29, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906  
 art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99, art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35  
 art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906  
 art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76  
 art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886  
 disposition générale, voir 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28, art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

## Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles) (Manitoba Natural Resource)

### Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

## Manutention des grains à Prince Rupert, Loi sur la — 1988, ch. 1

(*Prince Rupert Grain Handling Operations Act*)

### Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

# M

## **Manutention des grains à Thunder Bay, Loi sur la — 1991, ch. 31**

*(Thunder Bay Grain Handling Operations Act)*

### **Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1991, ch. 31 (sanction : 11.10.91) la loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction, le 12.10.91, mais au plus tôt douze heures après celle-ci

## **Manutention des grains dans les ports de la côte ouest, Loi de 1974 sur la — 1974-75-76, ch. 1**

*(West Coast Grain Handling Operations, 1974)*

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 47

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

## **Manutention des grains en Colombie-Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25**

*(British Columbia Grain Handling Operations Act)*

### **Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24), entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci voir par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en vigueur 17.12.91 voir TR/92-3

## **Marchés de grain à terme, Loi sur les — L.R. (1985), ch. G-11**

*(Grain Futures Act)*

### **Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire**

LOI ABROGÉE 1998, ch. 22, art. 29

EEV, 1998, ch. 22, art. 29 en vigueur 01.02.2000 voir TR/2000-3

## **Mariage, Loi sur le — L.R. (1985), ch. M-2**

*(Marriage Act)*

LOI ABROGÉE 1990, ch. 46, art. 5

ABROGATION DE LA LOI un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province voir 1990, ch. 46, art. 5 et 6

## **Mariage civil (Loi sur le) — 2005, ch. 33**

*(Civil Marriage Act)*

### **Le ministre de la Justice et procureur général du Canada**

EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005

## **Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46**

*(Marriage (Prohibited Degrees) Act)*

### **Le ministre de la Justice et procureur général du Canada**

**art. 2**, 2005, ch. 33, art. 13

**art. 3**, 2005, ch. 33, art. 14

EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province voir art. 6

EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 20.07.2005

## **Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant l'acquisition de — 1986, ch. 36**

*(Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act)*

### **Le ministre des Transports**

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (voir L.R., ch. 28 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 1 et 2)

EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 voir TR/87-25

## M

### Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26

(*Canada Shipping Act, 2001*)

#### Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des Pêches et des Océans (partie 5)

**art. 2**, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b)  
**art. 4**, 2005, ch. 29, art. 15  
**art. 10**, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)  
**art. 10.1**, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105  
**art. 15**, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)  
**art. 16**, 2001, ch. 29, al. 72d) et e)  
**art. 16.1**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)  
**art. 20**, 2001, ch. 29, al. 72g)  
**art. 20.1**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)  
**art. 20.2**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)  
**art. 20.3**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)  
**art. 20.4**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)  
**art. 20.5**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)  
**art. 27**, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)  
**art. 35**, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16  
**art. 88**, 2001, ch. 26, par. 323(4)  
**art. 116**, 2005, ch. 29, art. 17  
**art. 126**, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)  
**art. 136**, 2005, ch. 29, art. 18  
**art. 150**, 2005, ch. 2, art. 8  
**art. 153**, 2005, ch. 29, art. 19  
**art. 163**, 2005, ch. 2, art. 9  
**art. 165**, 2005, ch. 29, art. 21  
**art. 167**, 2005, ch. 29, art. 22  
**art. 174**, 2005, ch. 29, art. 23  
**art. 174.1**, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23  
**art. 175**, 2005, ch. 29, art. 23  
**art. 175.1**, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23  
**art. 176**, 2005, ch. 29, art. 24(A)  
**art. 177**, 2005, ch. 29, art. 25  
**art. 179**, 2005, ch. 29, art. 26  
**art. 180**, 2005, ch. 29, art. 27  
**art. 183**, 2005, ch. 29, art. 28  
**art. 185**, 2005, ch. 29, art. 29  
**art. 189**, 2005, ch. 29, art. 30  
**art. 194**, 2005, ch. 29, art. 31  
**art. 210**, 2005, ch. 29, art. 32  
**art. 229**, 2001, ch. 29, al. 72i) et j)  
**art. 230**, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 231**, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 231.1**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 231.2**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)

**art. 231.3**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 232**, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 232.1**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 232.2**, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)  
**art. 234**, 2001, ch. 29, al. 72l)  
**art. 235**, 2001, ch. 29, al. 72m)  
**art. 239**, 2001, ch. 29, al. 72n) et o)  
**art. 244**, 2001, ch. 29, al. 72p)  
**art. 250**, 2001, ch. 26, par. 324(7)  
**art. 251**, 2002, ch. 8, art. 195  
**art. 252**, 2005, ch. 29, art. 33  
**annexe, I**, DORS/2007-109; DORS/2009-154  
dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4)  
et 324(7)  
dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72  
dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195  
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)  
disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20  
EEV, 2001, ch. 26  
— art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction  
01.11.2001;  
— les art. 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-  
dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le  
01.11.2001) voir par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;  
— art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et  
333 en vigueur 01.07.2007 voir TR/2007-65  
— par. 271(2) et art. 320 non en vigueur  
EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction  
18.12.2001  
EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction  
27.03.2002  
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir  
TR/2005-24  
EEV, 2004, ch. 15, art. 105 entre en vigueur à la date ou aux  
dates fixées par décret voir art. 112. Non en vigueur  
EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction  
24.02.2005  
EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction  
03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 voir  
TR/2005-95

### Marine marchande du Canada, Loi sur la — L.R. (1970), ch. S-9

(*Shipping Act, Canada*)

#### Le ministre des Transports

**art. 360**, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34

# M

## Marine marchande du Canada, Loi sur la — L.R. (1970), ch. S-9 (suite)

**art. 361**, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34  
EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 *voir* TR/98-111

## Marine marchande du Canada, Loi sur la — L.R. (1985), ch. S-9 (*Shipping Act, Canada*)

**Le ministre des Transports** sauf partie VII *voir* 2005, ch. 29, art. 1; **le ministre des Pêches et des Océans** (partie VII) *voir* 2005, ch. 29, art. 6

LOI ABROGÉE, 2001, ch. 26, art. 332, en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65

## Marquage des bois, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-11 (*Timber Marking Act*)

**Le ministre de l'Industrie** (1995, ch. 1, par. 62(3))

## Marque de commerce nationale et l'étiquetage exact, Loi sur la — L.R. (1985), ch. N-18 (*National Trade-mark and True Labelling Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 1, art. 65  
EEV, 1995, ch. 1, art. 65 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

## Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (*Trade-marks Act*)

**Le ministre de l'Industrie** *voir* art. 62; **le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.12 à 11.2 (TR/96-24); le ministre du Revenu national pour l'application des articles 53 à 53.3** *voir* art. 52

**art. 2**, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1)*b*); 1994, ch. 47, art. 190

**art. 9**, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)*c*) et *d*); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6  
**art. 10.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79  
**art. 11.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80  
**art. 11.11**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.12**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.13**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.14**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.15**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.16**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.17**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271  
**art. 11.18**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1  
**art. 11.19**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 11.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192  
**art. 12**, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14  
**art. 14**, 1994, ch. 47, art. 194  
**art. 16**, 1994, ch. 47, art. 195  
**art. 19**, 1993, ch. 15, art. 60  
**art. 20**, 1994, ch. 47, art. 196  
**art. 26**, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)*e*) et *f*)  
**art. 28**, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2)  
**art. 29**, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)*g*); 1994, ch. 47, art. 197  
**art. 30**, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)*h*); 1994, ch. 47, art. 198  
**art. 34**, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) et (4); 1994, ch. 47, art. 199  
**art. 38**, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2)  
**art. 39**, 1993, ch. 15, art. 67  
**art. 40**, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)*i*); 1999, ch. 31, art. 210(F)  
**art. 45**, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200  
**art. 46**, 1992, ch. 1, art. 135  
**art. 50**, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)*j*); 1999, ch. 31, art. 211(F)  
**art. 51**, 1996, ch. 8, al. 32*r*)  
**art. 52**, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142*j*) et par. 145(2)*j*)  
**art. 53**, 1993, ch. 44, art. 234  
**art. 53.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234  
**art. 53.2**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234  
**art. 53.3**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234  
**art. 60**, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)*j*) et par. 238(4)  
**art. 61**, 2002, ch. 8, art. 177

# M

## Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

**art. 62**, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)x)  
**art. 63**, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)x) et par. 62(2)  
**art. 65**, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201  
**art. 67**, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71  
**art. 68**, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71  
**art. 69**, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71  
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)  
disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)  
dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)  
EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90  
EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 *voir* TR/90-90  
EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92  
EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 *voir* TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 *voir* TR/94-224  
EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1  
EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 *voir* TR/96-1  
EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48  
EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69  
EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99  
EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97  
EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109  
EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 *voir* art. 2  
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119  
EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117  
EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 en vigueur 31.01.2008 *voir* TR/2008-18

## Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25

*(Olympic and Paralympic Marks Act)*

### Le ministre de l'Industrie

**ann. 2**, 2007, ch. 25, art. 13; DORS/2009-332

**ann. 3**, 2007, ch. 25, art. 13

EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 *voir* par. 15(2)

## Meaford, Havre de (1866, ch. 78) — 1907-08, ch. 46

*(Meaford Harbour (1866, c. 78))*

### Le ministre des Transports

## Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31

*(Canadian Peacekeeping Service Medal Act)*

### Le ministre de la Défense nationale

**art. 7**, 2005, ch. 10, art. 12

**art. 8**, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69

EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97

EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

## Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21

*(Farm Debt Mediation Act)*

### Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**art. 2**, 1999, ch. 28, art. 161

EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 *voir* TR/98-52

EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70

# M

## **Mer territoriale et la zone de pêche, Loi sur la — L.R. (1985), ch. T-8** (*Territorial Sea and Fishing Zones Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 31, art. 55  
EEV, 1996, ch. 31, art. 55 en vigueur 31.01.97 voir  
TR/97-21

## **Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi sur les — 2005, ch. 49** (*Energy Costs Assistance Measures Act*)

### **Le ministre des Finances**

**art. 3**, 2005, ch. 49, art. 11  
disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11  
EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005

## **Mesures de guerre, Loi sur les — S.R.C. 1970, ch. W-2** (*War Measures Act*)

LOI ABROGÉE ch. 22 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 80  
EEV, ch. 22 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 80 en vigueur 21.07.88

## **Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21** (*Canadian Forces Members and Veterans Re- establishment and Compensation Act*)

### **Le ministre des Anciens Combattants**

**art. 81**, 2005, ch. 21, art. 116  
disposition de coordination, 2005, ch. 21, art. 116  
EEV, 2005, ch. 21, la loi, à l'exception de l'art. 116, en  
vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54; art. 116 en vigueur  
à la sanction 13.05.2005

## **Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4<sup>e</sup> suppl.)** (*Emergencies Act*)

### **Le ministre de la Défense nationale**

**art. 4**, 2001, ch. 27, art. 248  
**art. 30**, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249  
**art. 52**, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)*m*)  
EEV, L.R., ch. 22 (4<sup>e</sup> suppl.) loi en vigueur 21.07.88  
EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 voir  
TR/93-16  
EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93  
EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002  
voir TR/2002-97  
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 voir  
TR/2003-109

## **Mesures de réformes équitables concernant les réfugiés, Loi sur des — 2010, ch. 8 voir Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés** (*Balanced Refugee Reform Act*)

## **Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17** (*Special Economic Measures Act*)

### **Le ministre des Affaires étrangères**

**art. 5**, 2001, ch. 4, art. 120  
**art. 6**, 1995, ch. 5, al. 25(1)*z.2*)  
**art. 9**, 2002, ch. 22, art. 396  
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)  
EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92  
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65  
EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 voir  
TR/2001-71  
EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 voir  
TR/2003-47

# M

## Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29

(*Foreign Extraterritorial Measures Act*)

### Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

**titre intégral**, 1996, ch. 28, art. 1

**art. 2**, 1996, ch. 28, art. 2

**art. 2.1**, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3

**art. 3**, 1996, ch. 28, art. 4

**art. 5**, 1995, ch. 5, al. 25(1)*m*); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)

**art. 7**, 1996, ch. 28, art. 6

**art. 7.1**, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7

**art. 8**, 1996, ch. 28, art. 7

**art. 8.1**, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)

**art. 9**, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87

**art. 10**, 1996, ch. 28, art. 7

**annexe**, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 voir TR/97-7

EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 voir TR/97-68

EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

## Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15

(*Special Import Measures Act*)

### Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile voir 2005, ch. 38, art. 132 et par. 145(2) sauf partie I.1 et partie II, le ministre du Commerce international voir par. 77.01(1) et 77.1(1)

**art. 2**, ch. 23 (1<sup>er</sup> suppl.), art. 1; ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n<sup>o</sup> 8; ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(1) et (2); 1988, ch. 65, art. 23; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1)*j*); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1)*a*) et *b*); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1)*a*), *b*), *c*), (2)*a*)(A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134*a*) à *c*), al. 135*a*)(A) et al. 145(2)*i*); 2010, ch. 12, art. 1782

**art. 3**, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2)*a*)(A); 1999, ch. 12, art. 2

**art. 4**, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)*d*); 2005, ch. 38, al. 134*d*)

**art. 5**, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)*e*); 2005, ch. 38, al. 134*e*)

**art. 6**, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52*a*)(A), ch. 17, al. 183(1)*f*); 2005, ch. 38, al. 134*f*)

**art. 7**, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1)*c*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*g*); 2005, ch. 38, al. 134*g*)

**art. 7.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148

**partie I**, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24

**art. 8**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2)*b*)(A) et *c*)(A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52*b*)(A), ch. 17, al. 183(1)*h*), *i*) et 184*a*) et *b*); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134*h*)

**art. 9**, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)

**art. 9.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204

**art. 9.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28

**art. 9.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)*j*); 2005, ch. 38, al. 134*i*)

**art. 9.21**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1)*k*); 2005, ch. 38, al. 134*j*)

**art. 9.3**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)*l*); 2005, ch. 38, al. 134*k*)

**art. 9.4**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4

**art. 10**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*m*); 2005, ch. 38, al. 134*l*)

**art. 11**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1)*n*); 2001, ch. 25, art. 93

**art. 12**, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1)*o*) et al. 184*c*); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*m*)

**art. 13.1**, ajouté, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94

**art. 13.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1)*p*), *q*), (3)*a*)(F) et al. 184*d*); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134*n*) et al. 136*a*)(F)

**art. 14**, 1997, ch. 14, art. 89

**art. 15**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*r*); 2005, ch. 38, al. 134*o*)

**art. 16**, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1)*s*) et *t*); 2005, ch. 38, al. 134*p*) et *q*)

**art. 17**, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)

**art. 18**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)



## M

## Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 19**, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)
- art. 20**, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1)*u*) et al. 184*e*); 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134*r*)
- art. 21**, 1999, ch. 12, art. 8
- art. 23.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157
- art. 25**, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1)*v*); 2005, ch. 38, al. 134*s*)
- art. 26**, 1999, ch. 12, art. 9
- art. 27**, 1999, ch. 12, art. 10
- art. 29**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*w*); 2005, ch. 38, al. 134*t*)
- art. 30**, 1999, ch. 12, art. 11
- art. 30.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12
- art. 30.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1)*x*) et 184*f*(A); 2005, ch. 38, al. 134*u*)
- art. 30.3**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1)*y*) et al. 184*g*); 2005, ch. 38, al. 134*v*)
- art. 30.4**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*); 2005, ch. 38, al. 134*w*)
- art. 31**, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1)*z*.1); 2005, ch. 38, al. 134*x*)
- art. 31.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1)*z*.2); 2005, ch. 38, al. 134*y*)
- art. 32**, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et al. 184*h*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 33**, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.3); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 34**, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*i*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 35**, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*i*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 35.1**, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1)*z*.3 et 184*k*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 36**, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1)*z*.3); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 37**, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*l*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 37.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*m*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 38**, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)*d*); 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*n*) et *o*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 39**, 1994, ch. 47, al. 186*a*); 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*p*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)
- art. 40**, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24
- art. 41**, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)*e*), 186*b* et *c*); 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)*z*.4) et 184*q*); 2005, ch. 38, al. 134*z*.1)
- art. 41.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186*d*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.4); 2005, ch. 38, al. 134*z*.1)
- art. 41.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.4); 2005, ch. 38, al. 134*z*.1)
- art. 42**, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52*c*(A)
- art. 43**, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.5); 2005, ch. 38, al. 134*z*.2)
- art. 44**, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)*z*.10)
- art. 45**, 1999, ch. 12, art. 27
- art. 46**, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.6); 2005, ch. 38, al. 134*z*.3)
- art. 47**, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)*z*.7); 2005, ch. 38, al. 134*z*.4)
- art. 48**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)
- art. 49**, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)*d*(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)*z*.8) et 184*r*); 2005, ch. 38, al. 134*z*.5)
- art. 50**, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.8); 2005, ch. 38, al. 134*z*.5)
- art. 50.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172
- art. 51**, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186*e*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.9); 2005, ch. 38, al. 134*z*.6)
- art. 51.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, al. 184*s*); 2005, ch. 38, al. 134*z*.6)
- art. 52**, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52*d*(A), ch. 17, al. 183(1)*z*.9) et 184*t*); 2005, ch. 38, al. 134*z*.6)
- art. 53**, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186*f*); 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)*z*.10), *z*.11) et 184*u*) et *v*); 2005, ch. 38, al. 134*z*.7)
- art. 53.1**, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186*g*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.12); 2005, ch. 38, al. 134*z*.8)
- art. 55**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1)*f*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.13); 2005, ch. 38, al. 134*z*.9)
- art. 56**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.14), (3)*b*(F), *c*(F); 2005, ch. 38, al. 134*z*.10) et 136*b*(F) et *c*(F)
- art. 57**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)*z*.15) et 184*w*); 2005, ch. 38, al. 134*z*.11)

## M

## Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 58**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.16); 2005, ch. 38, al. 134z.12)
- art. 59**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 206; ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)z.17), z.18) et 184x), y) et z); 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134z.13)
- art. 60**, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.19); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134z.14)
- art. 60.1**, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97
- art. 61**, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)z.20); 2005, ch. 38, al. 134z.15)
- art. 62**, ch. 49 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.21); 2005, ch. 38, al. 134z.16)
- art. 62.1**, ajouté, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98
- art. 63**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 64**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 65**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 66**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 67**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 68**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 69**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 70**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 71**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 72**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 73**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 74**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 75**, abrogé, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 76**, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)z.22), z.23); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11)
- art. 76.01**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.17)
- art. 76.02**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.18)
- art. 76.03**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.19)
- art. 76.04**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36
- art. 76.1**, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)z.24) et 184z.4) et z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.20)
- art. 77**, abrogé, L.R., ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92
- partie I.1**, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)z.25), z.26) et 184z.6); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.21) et z.22)
- art. 77.011**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)b)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 135b)(A)
- art. 77.012**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184z.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135c)(A)
- art. 77.013**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)c)(A); 2005, ch. 38, al. 135d)(A)
- art. 77.014**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.015**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.016**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.017**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.018**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.019**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.02**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.021**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)d)(F); 2005, ch. 38, al. 136d)(F)
- art. 77.022**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.023**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.024**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.025**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.026**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.027**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.028**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.029**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.03**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.031**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.032**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.033**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.034**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.035**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.036**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.037**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.038**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17,

## M

## Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- al. 183(1)z.27), z.28) et 184z.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.23) et z.24)
- art. 77.11**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)d)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) 2005, ch. 38, al. 135e)(A)
- art. 77.12**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184z.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135f)(A)
- art. 77.13**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)e)(A); 2005, ch. 38, al. 135g)(A)
- art. 77.14**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.15**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.16**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.17**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.18**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.19**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.21**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)e)(F); 2005, ch. 38, al. 136e)(F)
- art. 77.22**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.23**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.24**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225z.22)(A)
- art. 77.25**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.26**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.27**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.28**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.29**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- partie III :**
- art. 78**, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)z.29), z.30), par. (2)f)(A), (g)(A) et al. 184z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 134z.25), z.26) et 135h)(A) à j)(A)
- art. 79**, 1999, ch. 17, al. 183(2)h)(A); 2005, ch. 38, al. 135k)(A)
- art. 80**, abrogé, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 209
- art. 81**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.27)
- art. 83**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 83.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 84**, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)z.32), (2)i)(A) et 184z.13) et z.14); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.29) à z.31) et 135l)(A)
- art. 85**, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 86**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 87**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 88.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)z.33) et 184z.15); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 89**, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 91**, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.34), z.35); 2005, ch. 38, al. 134z.33) et z.34)
- art. 93**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 211
- art. 94**, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133
- art. 95**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96**, 1994, ch. 47, al. 185(1)h); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17, al. 183(1)z.37), z.38) et 184z.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.36)
- art. 96.11**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.37)
- art. 96.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.38)
- art. 96.21**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F)
- art. 96.3**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)
- art. 96.4**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)
- art. 97**, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14, art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)f)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40)
- art. 98**, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47
- disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
- disposition générale, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 201
- disposition générale, 1988, ch. 65, art. 24
- disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)
- disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152
- et 189 — *application*
- disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — *application*
- dispositions transitoires *voir* ch. 41, (3<sup>e</sup> suppl.), art. 115
- dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187 et 188
- dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64
- disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192

# M

## Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18  
 modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184  
 disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — application  
 disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — application  
 EEV, ch. 23 (1<sup>er</sup> suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85  
 EEV, ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86  
*voir* TR/86-206  
 EEV, ch. 41 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 115 réputé en vigueur 01.01.88  
*voir* art. 139  
 EEV, ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 52 à 54 et 56 à 62 en vigueur  
 31.12.88 *voir* TR/89-3  
 EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 *voir*  
 TR/89-9, *voir aussi* par. 150(2)  
 EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6  
 EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir*  
 TR/94-1  
 EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94  
 EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir*  
 TR/95-5  
 EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir*  
 TR/97-86  
 EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur  
 15.04.2000 *voir* TR/2000-24  
 EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir*  
 TR/99-111  
 EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir*  
 TR/2000-76  
 EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction  
 29.06.2000  
 EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur  
 29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en  
 vigueur 01.07.2002 *voir* TR/2002-95  
 EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur  
 02.07.2003 *voir* TR/2003-109  
 EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir*  
 TR/2002-122  
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005  
*voir* TR/2005-24  
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction  
 03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir*  
 TR/2005-119  
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1782 en  
 vigueur 27.08.2010 *voir* TR/2010-72

## Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(*Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act*)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de l'application des dispositions de cette loi, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi; (TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des articles 18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114

art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)

art. 21, 1999, ch. 31, art. 7

EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18

EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir*  
 TR/2003-109

## Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de voir Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

## Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi sur le]

(*Department of Agriculture and Agri-Food Act*)

## Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1

art. 1, 1994, ch. 38, art. 2

art. 2, 1994, ch. 38, art. 3

art. 3, 1994, ch. 38, art. 4

art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5

art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6

art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46

art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7

# M

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9 (suite)

dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10  
 EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 voir TR/89-9  
 EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 voir TR/90-41  
 EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92  
 EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-9

## Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-7

*(Department of Energy, Mines and Resources Act)*

LOI ABROGÉE 1994, ch. 41, art. 39  
 dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10  
 EEV, 1994, ch. 41, art. 8 à 10 et 39 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

## Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

*(Department of the Environment Act)*

### Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19  
 art. 6, abrogé, L.R., ch. 16 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 146 (*Remarque* : ch. 16, (4<sup>e</sup> suppl.) abrogé par 1999, ch. 33, art. 355)  
 EEV, ch. 16 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 146 non en vigueur (*Remarque* : ch. 16, (4<sup>e</sup> suppl.) abrogé par 1999, ch. 33, art. 355)  
 EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68  
 EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69  
 EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 voir TR/2000-15

## Ministère de l'Environnement, voir Organisation du gouvernement, Loi de 1970 ...

## Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, voir Zones spéciales, Loi sur les

## Ministère de l'Expansion industrielle régionale, Loi sur le — L.R. (1985), ch. R-5

*(Department of Regional Industrial Expansion Act)*

LOI ABROGÉE 1990, ch. 1, art. 23 en vigueur 23.02.90 voir TR/90-40

## Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, Loi sur le — 1990, ch. 1

*(Department of Industry, Science and Technology Act)*

LOI ABROGÉE 1995, ch. 1, art. 64  
 dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25  
 EEV, 1995, ch. 1, art. 23 à 25 et 64 en vigueur 23.03.95 voir TR/95-48

## Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

*(Department of Industry Act)*

## Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie, par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au développement économique régional au Québec (TR/95-49 et TR/96-16))

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20  
 art. 8, 2005, ch. 26, art. 22  
 art. 9, 2005, ch. 26, art. 23  
 art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131  
 art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132  
 art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26)(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et al. 145(2)j)  
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)  
 disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21  
 dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25  
 EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48  
 EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99  
 EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71  
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24  
 EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction 15.12.2004  
 EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-101

# M

## Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1 (suite)

EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

## Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31 (Department of Citizenship and Immigration Act)

### Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

**art. 4**, 2005, ch. 38, art. 57  
**art. 5**, 2004, ch. 15, art. 33  
dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8  
EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94  
EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 voir TR/2004-66  
EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

## Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, Loi sur le — L.R. (1985), ch. C-37 [Ancienne appellation : Ministère des Consommateurs et des Sociétés, Loi sur le] (Department of Consumer and Corporate Affairs Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 8, art. 37  
EEV, 1996, ch. 8, art. 37 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

## Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2 (Department of Justice Act)

### Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

**art. 3**, 2006, ch. 9, art. 137  
**art. 4.1**, ajouté, ch. 31 (1<sup>er</sup> suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F)  
EEV, ch. 31 (1<sup>er</sup> suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153  
EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la sanction 28.02.92  
EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006

## Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8 (Department of Health Act)

### Le ministre de la Santé

**art. 4.1**, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21  
**art. 4.2**, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21  
**art. 11.1**, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34  
**art. 32**, 1996, ch. 8, art. 35b)  
dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15  
modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36  
EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69  
EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 voir TR/2004-137  
EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 voir TR/2006-145

## Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Loi sur le — L.R. (1985), ch. N-10 (Department of National Health and Welfare Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 105  
EEV, 1996, ch. 11, art. 105 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

## Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10 (Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act)

### Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (2005, ch. 10, art. 34)

**art. 4**, 2007, ch. 15, art. 11  
**art. 8**, 2005, ch. 10, art. 36  
disposition de coordination, 2005, ch. 10, art. 35 et 36  
EEV, 2005, ch. 10, art. 35 et 36 en vigueur à la sanction 23.03.2005; la loi, à l'exception des art. 35 et 36, en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29  
EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 voir TR/2007-79

# M

## Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-22

[Ancienne appellation : Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le]  
(*Department of Foreign Affairs and International Trade Act*)

Le ministre des Affaires étrangères; le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sous le régime de l'alinéa 10(2)e) (TR/87-194 voir aussi 1994, ch. 38, par. 25(2)); le ministre des Affaires étrangères les attributions en matière de commerce international (TR/2006-11)

titre intégral, 1995, ch. 5, art. 1

art. 1, 1995, ch. 5, art. 2

art. 2, 1995, ch. 5, art. 2

art. 3, 1995, ch. 5, art. 3(F)

art. 4, 1995, ch. 5, art. 4

art. 7, 1995, ch. 5, art. 5

art. 8, 1995, ch. 5, art. 5

art. 9, 1995, ch. 5, art. 6(F); 2003, ch. 22, al. 224z.24)(A)

art. 10, 1995, ch. 5, art. 7

art. 10.1, ajouté, 1995, ch. 17, art. 43

art. 12, 1995, ch. 5, art. 9(F)

art. 14, abrogé, 1995, ch. 5, art. 10

disposition générale, 1995, ch. 5, art. 8 et 25 à 29

dispositions transitoires, 1995, ch. 5, art. 11, 12

EEV, 1995, ch. 5, art. 1 à 10 et 25 à 29 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 1995, ch. 17, art. 43 en vigueur à la sanction 22.06.95

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

## Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le, voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le (*Department of External Affairs Act*)

## Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-6

(*Department of Indian Affairs and Northern Development Act*)

### Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75; 2002, ch. 7, art. 154(A)

art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 76; 2002, ch. 7, art. 155(A)

art. 6, 1991, ch. 50, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 77; 2002, ch. 7, art. 156

EEV, 1991, ch. 50, art. 30 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75 à et 77 en vigueur 01.04.99 voir art. 79

EEV, 2002, ch. 7, art. 154 à 156 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

## Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1

(*Department of Veterans Affairs Act*)

### Le ministre des Anciens Combattants

titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)

art. 2, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 4, 2000, ch. 34, art. 11

art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12

art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34, art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100

art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100

art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14

art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161

art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15

art. 6.3, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.4, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.5, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27

art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b)

art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)(A)

art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

# M

## Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1 (suite)

**art. 7**, 1992, ch. 1, art. 140  
 disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21  
 dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18  
 EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90; par. 5.1(4) édicté par l'art. 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 *voir* par. 64(2); par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 *voir* TR/95-110; par. 1(1) et (2) et par. 5.1(1) à (3), édictés par l'art. 2, entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil *voir* par. 64(1). Non en vigueur  
 EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92  
 EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction *voir* par. 22(3)  
 EEV, 1995, ch. 18, art. 100 et 101 en vigueur 15.09.95 *voir* TR/95-108  
 EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 *voir* TR/99-46  
 EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 *voir* TR/2000-105; par. 13(1), le passage de l'art. 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'al. a), édicté par le par. 13(2), l'al. 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 *voir* TR/2002-149; al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 *voir* TR/2003-131; al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 *voir* TR/2003-150 et *Erratum*, vol. 137, n° 19, p. 2428(F); par. 13(4) et (5) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 101. Non en vigueur  
 EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71  
 EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24  
 EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 *voir* TR/2004-58  
 EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 *voir* TR/2006-54  
 EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97

## Ministère des Approvisionnements et Services, Loi sur le — L.R. (1985), ch. S-25 (Department of Supply and Services Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 16, art. 65

EEV, 1996, ch. 16, art. 65 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67

## Ministère des Assurances, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-14 (Department of Insurance Act)

LOI ABROGÉE L.C. ch. 18 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 26 en vigueur 02.07.87 *voir* TR/87-146

## Ministère des Communications, Loi sur le — L.R. (1985), ch. C-35 (Department of Communications Act)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 11, art. 48  
 EEV, 1995, ch. 11, art. 48 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

## Ministère des Consommateurs et Sociétés, Loi sur le, *voir* Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, Loi sur le (Department of Consumer and Corporate Affairs Act)

## Ministère des Forêts, Loi sur le — 1989, ch. 27 (Department of Forestry Act)

LOI ABROGÉE 1994, ch. 41, art. 40  
 dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10  
 EEV, 1994, ch. 41, art. 8 à 10 et 40 et 41 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10

## Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-15 (Department of Fisheries and Oceans Act)

Le ministre des Pêches et des Océans



# M

## Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le — 2005, ch. 34

*(Department of Human Resources and Skills Development Act)*

### Ministre des Ressources humaines et du développement des compétences

**art. 19.1**, ajouté, 2009, ch. 16, art. 50  
**art. 20**, 2010, ch. 12, art. 1723  
**art. 21**, 2005, ch. 30, par. 82(2)(A)  
**art. 28**, 2005, ch. 30, par. 129(2); 2008, ch. 28, art. 132  
**art. 28.1**, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2); abrogé, 2008, ch. 28, art. 133  
**art. 29**, 2010, ch. 12, art. 2201  
**partie 5 (art. 44 à 48)**, abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8)  
**art. 51**, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A)  
**art. 52**, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A)  
**art. 61**, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3)  
**art. 68**, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11)  
**art. 69**, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11)  
**art. 71**, 2005, ch. 34, par. 83(11)  
**Annexe**, ajoutée, 2009, ch. 16, art. 51  
**art. 2**, ajouté, 2010, ch. 4, art. 43  
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129  
dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83  
EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction 29.06.2005  
EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des art. 82 et 83, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99; art. 82 et 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005  
EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir l'erratum*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date du C.P.*  
EEV, 2009, ch. 16 (sanction : 18.06.2009), la loi en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-67  
EEV, 2010, ch. 4 (sanction : 29.06.2010), art. 43 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 48(1); *voir aussi* les conditions nécessaires à la prise du décret au par. 48(2) – Non en vigueur  
EEV, 2010, ch. 12, art. 2201 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 1723 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 1724 – Non en vigueur

## Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le — 1994, ch. 41

*(Department of Natural Resources Act)*

### Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10  
EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10

## Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18

*(Department of Transport Act)*

### Le ministre des Transports

**art. 7**, 1996, ch. 10, art. 271.1  
**art. 7.1**, ajouté, ch. 28 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 353; 1996, ch. 10, art. 272  
**art. 12**, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171  
EEV, ch. 28 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 *voir* TR/88-26  
EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151  
EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53  
EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

## Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16

*(Department of Public Works and Government Services Act)*

### Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

**art. 2**, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007, ch. 29, art. 151  
**art. 6**, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121  
**art. 7**, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A); 2005, ch. 30, art. 122  
**art. 8**, 2007, ch. 29, art. 152  
**art. 9**, 2005, ch. 30, art. 123  
**art. 9.1**, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153  
**art. 9.2**, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153  
**art. 10**, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002, ch. 7, art. 157

# M

## Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16 (suite)

**art. 12**, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A)  
**art. 20**, 2005, ch. 30, art. 124  
**art. 22.1**, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306  
**art. 22.2**, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306  
**art. 22.3**, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306  
**art. 23**, 2001, ch. 4, art. 159  
**art. 23.1**, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307  
**art. 60**, 1996, ch. 16, art. 62  
dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28  
modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249  
EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les art. 32, 54 et 55, en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96 *voir* TR/96-91; art. 32 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 67. Non en vigueur  
EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction 17.06.99  
EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71  
EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48  
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24  
EEV, 2005, ch. 30, art. 120 à 124 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125. Non en vigueur  
EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 en vigueur 05.05.2008 *voir* TR/2008-52  
EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction 22.06.2007

## Ministère du Développement des ressources humaines, Loi sur le — 1996, ch. 11

*(Department of Human Resources Development Act)*

### Le ministre du Développement des ressources humaines

LOI ABROGÉE 2005, ch. 34, art. 84  
EEV, 2005, ch. 34, art. 50, 55, 57 et 84 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99

## Ministère du Développement social, Loi sur le — 2005, ch. 35

*(Department of Social Development Act)*

### Le ministre du Développement social

**art. 10**, 2005, ch. 35, art. 68(A)

**art. 15**, 2005, ch. 35, art. 68(A)  
**art. 40**, 2005, ch. 35, art. 68(A)  
**art. 41**, 2005, ch. 35, art. 68(A)  
disposition de coordination, 2005, ch. 35, art. 68(A)  
EEV, 2005, ch. 35, à l'exception de l'art. 68, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97; art. 68 en vigueur à la sanction 20.07.2005

## Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, Loi sur le — 1991, ch. 3

*(Department of Multiculturalism and Citizenship Act)*

LOI ABROGÉE 1995, ch. 11, art. 49

EEV, 1995, ch. 11, art. 49 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

## Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11

*(Department of Canadian Heritage Act)*

**Le ministre du Patrimoine canadien; les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti sont transférées au ministre de l'Environnement (TR/2004-112)**

**art. 4**, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005, ch. 2, art. 1  
**art. 5**, 2005, ch. 2, art. 2  
**art. 7**, 2001, ch. 4, art. 155  
dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15  
dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47  
EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68  
EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71  
EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction 13.06.2002  
EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 *voir* TR/2003-129  
EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction 24.02.2005

# M

## Ministère du Revenu national, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. N-16**

*(Department of National Revenue Act)*

### Le ministre du Revenu national

LOI ABROGÉE 1999, ch. 17, art. 187

EEV, 1999, ch. 17, art. 187 en vigueur 01.11.99 voir  
TR/99-111

## Ministère du Solliciteur général, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. S-13**

*(Department of the Solicitor General Act)*

### Le Solliciteur général du Canada

LOI ABROGÉE 2005, ch. 10, art. 37

EEV, 2005, ch. 10, art. 37 en vigueur 04.04.2005 voir  
TR/2005-29

## Ministère du Travail, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. L-3**

*(Department of Labour Act)*

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 104

EEV, 1996, ch. 11, art. 104 en vigueur 12.07.96 voir  
TR/96-70

## Ministère et sur la Commission de l'Emploi et de l'immigration, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. E-5**

*(Employment and Immigration Department and Commission Act)*

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 103

dispositions transitoires, 1996, ch. 11, art. 38 à 41

EEV, 1996, ch. 11, art. 103 en vigueur 12.07.96 voir  
TR/96-70

## Ministères du gouvernement voir

*(Departments of Government)*

Gestion des finances publiques, Loi sur la, art. 14, pour le  
Ministère des Finances

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur  
le

Ministère de l'Environnement, Loi sur le

Ministère de l'Industrie, Loi sur le

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le  
Ministère des Finances (pour la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*, art. 14 voir Gestion des finances  
publiques, Loi sur la)

Ministère de la Justice, Loi sur le

Ministère de la Santé, Loi sur le

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile,  
Loi sur le

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce  
international, Loi sur le

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi  
sur le

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le

Ministère des Transports, Loi sur le

Ministère des Travaux publics et des Services  
gouvernementaux, Loi sur le

Ministère du Développement des ressources humaines,  
Loi sur le

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le

Ministère du Revenu national, Loi sur le

## Ministre des Finances à faire certains

**versements, Loi autorisant le (voir**

**Versements, Loi autorisant le Ministre des**

**Finances à faire certains)**

*(Payments, An Act to authorize the Minister of Finance  
to make certain)*

# M

## Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications (Alberta et Saskatchewan), Loi sur la — 2002, ch. 3

*(Claim Settlements (Alberta and Saskatchewan) Implementation Act)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 2002, ch. 3 en vigueur 21.03.2002

## Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33

*(Manitoba Claim Settlements Implementation Act)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F)

art. 12, 2002, ch. 3, art. 9

art. 13, 2002, ch. 3, art. 10

EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000

EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction 21.03.2002

## Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto, Loi de — 2007, ch. 30

*(Kyoto Protocol Implementation Act)*

Le ministre de l'Environnement

EEV, 2007, ch. 30 en vigueur à la sanction 22.06.2007

## Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20

*(Quarantine Act)*

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1

art. 63, 2007, ch. 27, art. 2

art. 71, 2007, ch. 27, art. 3

EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des art. 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 voir TR/2006-143; art. 83 en vigueur

à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007

EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 voir art. 5

## Mise en quarantaine des plantes, Loi sur la — L.R. (1985), ch. P-15

*(Plant Quarantine Act)*

LOI ABROGÉE 1990, ch. 22 art. 59 en vigueur 01.10.90 voir TR/90-110

## Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

*(Foreign Missions and International Organizations Act)*

## Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)n; 2002, ch. 12, art. 1

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)n; 2002, ch. 12, art. 2

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)n; 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10

art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)n; 2002, ch. 12, art. 4

art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)n

art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)n

art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)n; 2002, ch. 12, art. 6

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6

art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8

annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9

disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7

disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16

EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 voir TR/92-5

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 voir TR/2000-95

EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

# M

## Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12

(*Modernization of Benefits and Obligations Act*)

### Déposé par le ministre de la Justice

**art. 1.1**, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15

**art. 66**, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

**art. 68**, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

**art. 134**, 2001, ch. 17, art. 263(A)

**art. 174**, 2004, ch. 16, art. 18

modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10

EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction  
29.06.2000;

— art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73,  
78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117  
à 119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173,  
par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248,  
254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339  
en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76;

— art. 111 à 113 en vigueur 01.01.2001 voir par. 340(3);

— art. 120 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76 et  
par. 340(4);

— art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163, en  
vigueur 15.09.2000 voir TR/2000-85;

— par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 voir TR/2001-25;

— art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 voir TR/2001-90

— art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-118

— art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en  
vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-147;

— art. 116 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-186 voir  
aussi erratum *Gazette du Canada Partie II*, Vol. 139, n°  
9, p. 947;

— art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163 et  
modifié par l'art. 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les  
juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en  
vigueur 07.04.2005 voir TR/2005-30;

— par. 59(2) en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16 et  
par. 340(2);

— art. 89, 90, 97, par. 107(1) et (3), art. 109, 128, art. 174,  
175(2), 176(1), 177, 178, 180 à 186, 222, 275, 277, 286  
à 288 et 290 entrent en vigueur à la date ou aux dates  
fixées par décret voir par. 340(1). Non en vigueur

— (**Remarque** : art. 66 et 68 abrogés avant leur entrée en  
vigueur par 2003, ch. 26, art. 37)

EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction  
29.06.2000

EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur  
31.07.2000 voir par. 263(2)

EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 voir  
TR/2007-21

EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction  
06.05.2004

EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction  
20.07.2005

## Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22

(*Public Service Modernization Act*)

### Déposé par le président du Conseil du Trésor

**art. 167**, 2003, ch. 22, art. 262

**art. 210**, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)

**art. 224** (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)

**art. 225**, 2003, ch. 22, art. 263

**art. 229**, 2005, ch. 38, par. 144(10)

dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263

dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70

disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)

disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)

dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)

EEV, 2003, ch. 22,

— art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;

— art. 14 et 19, les définitions de « ancienne  
Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et  
« nouvelle Commission », à l'art. 68, et les art. 77 à 83  
et 246 à 250 en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;

— art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur  
01.04.2004 voir TR/2004-42;

— art. 5 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-159;

— préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la  
*Loi sur les relations de travail dans la fonction  
publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005  
voir TR/2005-22;

— partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-  
al. 209(1)c)(ii), de l'al. 211b) et de l'art. 231 de la *Loi  
sur les relations de travail dans la fonction publique*,  
édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir  
TR/2005-23; le sous-al. 209(1)c)(ii), l'al. 211b) et  
l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la  
fonction publique*, édictée par l'art. 2 en vigueur  
31.12.2005 voir TR/2005-123

— parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi  
sur les relations de travail dans la fonction publique*,

# M

## Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22 (suite)

- éditée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
  - art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
  - art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-25;
  - abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 voir art. 285 et TR/2005-21;
  - abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 voir art. 284 et TR/2005-121
  - art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'art. 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'art. 12), et la définition de « nouvelle loi », à l'art. 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122
  - art. 15 à 18, 20, et 84 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 286. Non en vigueur
- EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003
- EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004
- EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004
- EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

## Modification législative (Charte canadienne des droits et libertés), Loi de

### — L.R. (1985), ch. 31 (1<sup>er</sup> suppl.)

(*Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms) Amendment Act*)

- EEV, ch. 31 (1<sup>er</sup> suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 voir TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 voir TR/86-192

## Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52

(*Currency Act*)

### Le ministre des Finances (art. 2)

- art. 2**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, al. 60(1)e); 1999, ch. 4, art. 9
- art. 3**, 1999, ch. 4, art. 10
- art. 4**, abrogé, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 17
- art. 5**, abrogé, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 17
- art. 6**, abrogé, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 17
- art. 7**, 1999, ch. 4, art. 11
- art. 8**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12
- art. 9**, ajouté, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 19; 1999, ch. 4, art. 13(F)
- art. 9.1**, abrogé, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 20; 1999, ch. 4, art. 14
- art. 17**, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113
- art. 17.1**, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
- art. 17.2**, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
- art. 17.3**, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
- art. 19**, 2005, ch. 30, art. 114
- art. 20**, L.R., ch. 3 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114
- art. 21**, 2005, ch. 30, art. 114
- art. 22**, 2005, ch. 30, art. 115
- art. 23**, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116
- dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118
- annexe**, L.R., ch. 14 (1<sup>er</sup> suppl.), art. 1; L.R., ch. 22 (2<sup>e</sup> suppl.), art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 23
- EEV, L.R., ch. 14 (1<sup>er</sup> suppl.) en vigueur 26.02.85
- EEV, L.R., ch. 22 (2<sup>e</sup> suppl.) en vigueur 27.06.86
- EEV, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.) en vigueur 17.12.87
- EEV, L.R., ch. 3 (4<sup>e</sup> suppl.) en vigueur 22.03.88
- EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93
- EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67
- EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 voir TR/99-33
- EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 voir TR/2005-126

# M

## Monnaie royale canadienne, Loi sur la — L.R. (1985), ch. R-9 (*Royal Canadian Mint Act*)

**Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; les attributions en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne transférées au ministre des Transports (TR/2006-27)**

**art. 2**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 1; 1996, ch. 16, al. 60(1)*p*); 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129  
**art. 2.1**, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130  
**art. 3**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 2  
**art. 3.1-3.2**, ajoutés, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 2  
**art. 4**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2  
**art. 5.1**, ajouté, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 5.2**, ajouté, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 5.3**, ajouté, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6**, abrogé, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 5; ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6.1**, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6.2**, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6.3**, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6.4**, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6.5**, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 6.6**, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3  
**art. 7**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 6; 1999, ch. 4, art. 4  
**art. 8**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5  
**art. 9**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)  
**art. 10**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 8  
**art. 11**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298  
**art. 12**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 10  
**art. 14**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 11(F)  
**art. 16**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 12  
**art. 18**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)  
**art. 20**, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7  
**art. 21-25**, abrogés, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 14  
**annexe**, ajoutée, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432, DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250,

DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17, DORS/2006-233; DORS/2007-22; DORS/2007-177  
 disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29  
 EEV, L.R., ch. 35 (3<sup>e</sup> suppl.) en vigueur 17.12.87  
 EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95  
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67  
 EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33  
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24  
 EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119  
 EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006

## Montréal, Avances au Havre de (*Montreal Harbour Advances*)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

## Montréal, Gardien de port pour le havre de — 1882, ch. 45 (*Montreal, Port Warden*)

**art. 2**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 3**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 4**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 5**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 6**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 7**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 11**, 1991, ch. 32, art. 5  
**art. 12**, 1991, ch. 32, art. 6  
**art. 24**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7  
**art. 27**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8  
**art. 28**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9  
**art. 29**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 30**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 31**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 32**, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)  
**art. 33**, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10  
 disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11  
 EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80  
 EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

# M

## Montréal, Les Commissaires du havre de — 1921, ch. 11

(*Montreal Harbour Commissioners, Loans to*)

LOI ABROGÉE 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 46  
EEV, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 46 en vigueur à la sanction 28.02.92

## Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12

(*Montreal Terminals Act*)

## Montréal et Toronto Vente de réserves militaires — 1908, ch. 51

(*Montreal and Toronto (Sale ordinance lands)*)

## Morand, Monsieur le juge Donald Raymond, pension à jouissance — 1978-79, ch. 8

(*Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity*)

## Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. — 1916, ch. 20

(*Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act*)

## Multiculturalisme canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 24 (4<sup>e</sup> suppl.)

(*Canadian Multiculturalism Act*)

## Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (TR/2008-136)

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7, art. 129  
EEV, L.R., ch. 24 (4<sup>e</sup> suppl.) en vigueur 21.07.88  
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur 01.04.99 voir art. 79  
EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

## Musée canadien de l'immigration au Quai 21, Loi constituant un nouveau — 2010, ch. 7 voir Loi sur les musées

(*Museum of Immigration at Pier 21 Act, Creating Canada's New National*)

## Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3

(*Museums Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de ministre pour l'application de cette loi à l'égard du Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien des civilisations, du Musée canadien de la nature et du Musée national des sciences et de la technologie (TR/93-104 voir aussi 1995, ch. 11, art. 46)

art. 2, 2008, ch. 9, art. 1  
art. 15.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2  
art. 15.2, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2  
art. 15.3, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2  
art. 15.4, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2  
art. 15.5, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2  
art. 15.6, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2  
art. 18, 1995, ch. 29, art. 46  
art. 19, 2006, ch. 9, art. 279  
art. 23, 2008, ch. 9, art. 3; 2010, ch. 7, art. 3  
art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)  
art. 24.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 4  
art. 41, 1998, ch. 26, art. 76  
disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47  
dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45  
disposition transitoire, 2010, ch. 7, art. 4  
EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 voir TR/90-86  
EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115  
EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 voir TR/99-2  
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24  
EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction 12.12.2006  
EEV, 2008, ch. 9 (sanction : 13.03.2008), art. 1 à 4 en vigueur 10.08.2008 voir TR/2008-92  
EEV, 2010, ch. 7 (sanction : 29.06.2010), art. 2 à 4 en vigueur 25.11.2010 voir TR/2010-87



## M

**Musées nationaux, Loi sur les**  
**— L.R. (1985), ch. N-13**  
*(National Museums Act)*

LOI ABROGÉE 1990, ch. 3, art. 33 en vigueur 01.07.90 voir  
TR/90-86